



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

January 04, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

SYNTHESE EXECUTIVE

L'organisation de la société civile MOPAL a déclaré le 4 janvier que les gangs contrôlent la quasi-totalité de Port-au-Prince, de l'Artibonite et du Plateau Central, contredisant directement les déclarations du 31 décembre de la Force de Suppression des Gangs affirmant avoir repris des territoires sous contrôle des gangs. L'interview du 7 décembre de l'analyste politique Jerry Tardieu a largement circulé, confirmant que l'article 6.1 du décret du 23 mai 2024 interdit explicitement la prolongation du mandat du CPT, créant une barrière constitutionnelle à la stratégie de transition du gouvernement. La pause opérationnelle des gangs de 18 jours se poursuit avec zéro incidents signalés. Trente-quatre jours restent jusqu'à l'expiration du mandat du CPT le 7 février 2026, sans cadre de remplacement visible et avec des contradictions fondamentales entre la communication internationale et la réalité sur le terrain qui s'intensifient.



RESUME RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

L'évaluation de MOPAL contredit les affirmations de gains territoriaux de la GSF, déclarant que les gangs contrôlent la quasi-totalité de Port-au-Prince, de l'Artibonite et du Plateau Central.

L'article 6.1 du décret du 23 mai 2024 interdit explicitement la prolongation du mandat du CPT, créant une impossibilité juridique pour la stratégie des manœuvres silencieuses.

La pause opérationnelle de dix-huit jours se poursuit, représentant la plus longue période sans violence majeure des gangs en 2025.

Trente-quatre jours jusqu'à l'échéance constitutionnelle du 7 février sans consensus sur un cadre de gouvernance de remplacement.

La division diplomatique entre les États-Unis et le Canada demeure non résolue alors que la CARICOM et l'OEA maintiennent le silence.

DEVELOPPEMENT 1

Le Contrôle de Réalité de MOPAL Expose l'Écart Entre la Communication Internationale et la Réalité sur le Terrain

Le Mouvement Patriotique pour la Vie a publié une déclaration publique le 4 janvier 2026 avertissant que les gangs contrôlent désormais la quasi-totalité de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, de l'Artibonite, du Plateau Central et de plusieurs axes routiers stratégiques. L'organisation de la société civile a déclaré que la population est prise en otage et forcée de survivre sous la terreur quotidienne composée de massacres, de viols, d'enlèvements et de déplacements forcés. MOPAL a exprimé une profonde préoccupation concernant la perspective d'un nouveau vide institutionnel le 7 février 2026 et a lancé un appel pour un large rassemblement de forces progressistes et patriotiques autour d'un véritable projet de refondation nationale. L'organisation mène des consultations depuis juillet 2025 avec des acteurs politiques, des organisations de la société civile et des forces vives pour construire une sortie durable de la crise.

L'évaluation de MOPAL contredit directement le message du Nouvel An de la Force de Suppression des Gangs du 31 décembre affirmant des jalons de sécurité observables qui ont perturbé les

activites des gangs, conduisant a des arrestations et a la recuperation d'armes diverses et a la reprise de territoires sous controle des gangs. La GSF a declare que les bases operationnelles avancees etablies dans les zones affectees par les gangs ont joue un role critique dans la promotion de la securite et que des patrouilles intensifiees jour et nuit ont conduit a la reouverture de la plupart des routes de transit et des routes precedemment inaccessibles dans la capitale. L'ecart fondamental entre la communication militaire internationale mettant l'accent sur les gains territoriaux et l'evaluation de la realite sur le terrain par la societe civile decrivant un controle quasi-total des gangs expose une crise de credibilite. La declaration de MOPAL s'aligne avec le rapport du Conseil de Securite des Nations Unies du 29 decembre indiquant que les gangs armes ont envahi environ 90 pour cent de Port-au-Prince et le rapport d'octobre de la BINUH documentant une augmentation de 210 pour cent des homicides intentionnels dans l'Artibonite et le Centre.

La contradiction entre les evaluations de MOPAL et de la GSF suggere que la pause operationnelle de 18 jours n'est pas une preuve de succes militaire de la PNH ou de la GSF mais plutot une discipline tactique des gangs pendant la periode des fetes. La communication optimiste de la GSF semble concue pour justifier le soutien continu des Etats-Unis incluant les promesses de 7,500 soldats annoncees le 19 decembre et legitimer la doctrine de non-negociation du Premier ministre du 28 decembre. Cependant, la declaration de MOPAL porte une credibilite de terrain qui contredit les narratifs officiels parce que l'organisation a mene des consultations systematiques en juillet 2025 avec des acteurs politiques et des forces vives a travers Haiti. Avec 34 jours jusqu'au 7 fevrier, l'echec de la GSF a atteindre des jalons de securite observables mine la justification centrale du gouvernement pour prolonger le mandat du CPT, qui affirme que les ameliorations de securite necessitent de la continuite.



CONTEXTE HISTORIQUE

La declaration du 4 janvier de MOPAL represente la premiere declaration majeure de la societe civile en 2026 abordant explicitement l'echec du 7 fevrier et evaluant le controle territorial des gangs. L'evaluation selon laquelle les gangs controlent la quasi-totalite de Port-au-Prince contredit non seulement les affirmations de la GSF mais aussi le narratif international plus large selon lequel le deployment de la force de securite multinationale produit des gains territoriaux mesurables.

POINTS DE DISCUSSION

L'organisation de la societe civile MOPAL declare que les gangs controlent la quasi-totalite de Port-au-Prince, de l'Artibonite et du Plateau Central le 4 janvier.

L'evaluation de MOPAL contredit directement les affirmations de la Force de Suppression des Gangs du 31 decembre concernant la reprise de territoires sous controle des gangs et la reouverture de routes de transit precedemment inaccessibles.

La contradiction expose un ecart fondamental entre la communication militaire internationale optimiste et l'evaluation de la realite sur le terrain par la societe civile.

La declaration de MOPAL s'aligne avec le rapport du Conseil de Securite de l'ONU du 29 decembre indiquant que les gangs armes ont envahi environ 90 pour cent de Port-au-Prince.

La communication optimiste de la GSF semble concue pour justifier le soutien continu des

Etats-Unis et legitimer la doctrine de non-negociation du Premier ministre du 28 decembre. Avec 34 jours jusqu'au 7 fevrier, l'echec de la GSF a atteindre des jalons de securite observables mine la justification centrale du gouvernement pour prolonger le mandat du CPT.

DECISIONS RECOMMANDEES

La Communauté Internationale devrait reconcilier l'evaluation de la realite sur le terrain de MOPAL avec les affirmations optimistes de la GSF par une verification independante du controle territorial avant le 7 fevrier.

La CARICOM et l'OEA devraient publier des declarations coordonnees debut a mi-janvier abordant les contradictions entre la communication internationale et les evaluations de la societe civile.

Les organisations humanitaires devraient se preparer a une reprise potentielle de la violence lorsque les operations gouvernementales reprennent pleinement le 5 janvier.

Les reseaux de la diaspora devraient surveiller les modeles d'expansion territoriale des gangs dans l'Artibonite et le Plateau Central car l'evaluation de MOPAL suggere un controle accelere au-dela de Port-au-Prince.

Les acteurs politiques devraient prioriser l'appel de MOPAL pour un large rassemblement de forces progressistes et patriotiques afin de construire un cadre de gouvernance de remplacement avant le 7 fevrier.



CONFIANCE



Confiance elevee basee sur des rapports institutionnels officiels.

DEVELOPPEMENT 2

La Barriere Juridique de l'Article 6.1 Cree une Impossibilite Constitutionnelle pour la Strategie d'Extension du CPT

L'analyste politique et ancien candidat presidentiel Jerry Tardieu a declare dans une interview du 7 decembre 2025 qui a largement circule le 4 janvier que l'article 6.1 du decret du 23 mai 2024 indique clairement que le Conseil Presidentiel de Transition ne peut beneficier de prolongation de mandat. Tardieu a souligne que le mandat du CPT arrive a terme et cela signifie qu'Haiti entre dans une periode d'incertitude ou il est important que les forces vives du pays, en particulier les partis politiques, puissent trouver une formule de remplacement au CPT d'ici le 7 fevrier a minuit.

L'analyste a evalue que le CPT a echoue en raison de son incapacite a creer les conditions propices a une transmission du pouvoir aux autorites devant etre elues le 7 fevrier 2026. Bien que decrivant l'exercice comme laborieux, Tardieu a exprime son optimisme qu'un consensus suffisant sera obtenu bientot.

L'analyse juridique de Tardieu fournit une clarte qui remet fondamentalement en question la strategie des manoeuvres silencieuses du gouvernement consistant a proceder operationnellement

comme si le CPT gouvernerait jusqu'en 2026 sans annonce formelle de prolongation. L'interdiction explicite de l'article 6.1 cree une impossibilite juridique pour l'approbation du Secretaire d'Etat americain Marco Rubio du 1er janvier reconnaissant les progres vers les elections de 2026, ce qui accepte implicitement la gouvernance du CPT jusqu'en 2026. L'interdiction contredit egalement l'approbation du Premier ministre Fils-Aime du 30 decembre du calendrier realiste et credible du CEP necessitant la gouvernance du CPT jusqu'aux elections d'aout 2026 avec l'investiture du 7 fevrier 2027. L'appel du President du CPT Saint-Cyr du 1er janvier a eviter la derive alors que le 7 fevrier approche n'a fourni aucune explication des arrangements de gouvernance post-7 fevrier.

Toute prolongation du mandat du CPT au-dela du 7 fevrier 2026 necessiterait soit un amendement constitutionnel, ce qui est impossible sans Parlement qui n'existe pas depuis 2023, soit un nouveau decret remplaçant le decret du 23 mai 2024, ce qui necessite une legitimisation internationale que la declaration de fin inconditionnelle du Canada rejette. L'optimisme de Tardieu selon lequel un consensus suffisant sera obtenu bientot contraste fortement avec la declaration du 28 decembre de MORN selon laquelle le mandat du CPT est expire, representant un rejet unilateral de la prolongation, et l'avertissement de MOPAL du 4 janvier concernant un nouveau vide institutionnel le 7 fevrier. L'absence de declarations de la CARICOM ou de l'OEA reconciliant la division entre les Etats-Unis et le Canada suggere que les acteurs internationaux ne coordonnent pas sur cette question constitutionnelle critique. Avec 34 jours jusqu'au 7 fevrier, l'analyse juridique de Tardieu demontre qu'Haiti fait face non seulement a une crise politique mais a une crise constitutionnelle ou le CPT ne peut legalement prolonger son mandat mais aucune formule de remplacement n'a emerge.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le decret du 23 mai 2024 a etabli la structure organisationnelle et le cadre de gouvernance du CPT suite a l'effondrement de l'arrangement transitionnel precedent. L'interdiction explicite de l'article 6.1 concernant la prolongation du mandat a ete concue pour prevenir une gouvernance transitionnelle indefinie et forcer les acteurs politiques a construire des institutions democratiques permanentes d'ici le 7 fevrier 2026.

POINTS DE DISCUSSION

Jerry Tardieu confirme que l'article 6.1 du decret du 23 mai 2024 interdit explicitement la prolongation du mandat du CPT.

L'interdiction juridique cree une impossibilite constitutionnelle pour la strategie des manoeuvres silencieuses du gouvernement procedant comme si le CPT gouvernerait jusqu'en 2026.

L'article 6.1 contredit l'approbation du Secretaire d'Etat americain Rubio du 1er janvier acceptant implicitement la gouvernance du CPT jusqu'aux elections d'aout 2026.

Toute prolongation du CPT necessite soit un amendement constitutionnel impossible sans Parlement soit un nouveau decret necessitant une legitimisation internationale que le Canada rejette.

L'optimisme de Tardieu contraste avec le rejet unilateral de la prolongation par MORN du 28 decembre et l'avertissement de MOPAL du 4 janvier concernant un vide institutionnel.

Avec 34 jours jusqu'au 7 fevrier, Haiti fait face a une crise constitutionnelle ou le CPT ne peut

legalement prolonger son mandat mais aucune formule de remplacement n'est visible.

DECISIONS RECOMMANDEES

Les partis politiques devraient urgemment convoquer des consultations larges pour construire un cadre de gouvernance de remplacement comme Tardieu le recommande avant l'echance de minuit du 7 fevrier.

La Communaute Internationale devrait clarifier si l'approbation americaine des elections de 2026 remplace l'interdiction de l'article 6.1 ou necessite un nouvel instrument constitutionnel.

La CARICOM et l'OEA devraient publier une declaration conjointe debut a mi-janvier reconciliant la division entre les Etats-Unis et le Canada et abordant la barriere constitutionnelle de l'article 6.1.

Les experts juridiques devraient publier une analyse des voies constitutionnelles pour la gouvernance post-7 fevrier afin d'informer les negociations politiques.

Les organisations de la societe civile devraient faire pression sur les acteurs politiques pour prioriser les negociations sur le cadre de remplacement plutot que la strategie des manoeuvres silencieuses qui manque de fondement constitutionnel.



CONFIANCE



Confiance elevee basee sur des rapports institutionnels officiels.

DEVELOPPEMENT 3

La Pause Operationnelle de Dix-Huit Jours Masque le Positionnement Strategique des Gangs Avant la Reprise

La pause operationnelle de 18 jours du 21 decembre au 4 janvier s'est poursuivie avec zero incidents signales representant la plus longue periode soutenue sans violence majeure des gangs en 2025. La pause exclut les incidents isolés du 23 au 26 decembre mais confirme que les gangs font strategiquement une pause pendant la periode des fetes couvrant Noel, le Nouvel An, le Jour de l'Independance, le Jour des Ancetres et le week-end avant de reprendre les operations lorsque les bureaux gouvernementaux rouvrent pleinement le 5 janvier. L'evaluation du 4 janvier de MOPAL selon laquelle les gangs controlent la quasi-totalite de Port-au-Prince, de l'Artibonite et du Plateau Central demontre que la pause de 18 jours n'est pas une preuve de succes militaire de la PNH ou de la GSF comme affirme dans le message du 31 decembre de la GSF mais plutot une discipline tactique des gangs.

La pause operationnelle suggere que les gangs consolident le controle territorial dans l'Artibonite et le Plateau Central comme documente dans les evaluations de MOPAL et de la BINUH, observent les developpements politiques incluant l'approbation americaine des elections de 2026 et la doctrine de non-negociation du Premier ministre, et se positionnent pour la reprise de la violence lorsque les operations gouvernementales redemarrent. L'avertissement du 15 decembre du Crisis Group selon

lequel les gangs cherchent l'amnistie dans le cadre de la transition du 7 février demeure opérationnellement pertinent parce que si le CPT manque de légitimité post-7 février comme l'analyse de l'article 6.1 de Tardieu le suggère, les gangs peuvent escalader la violence pour forcer des négociations contestant directement la doctrine de non-négociation du Premier ministre du 28 décembre. La pause de 18 jours représente le calme avant la tempête alors que les gangs attendent d'exploiter l'expiration constitutionnelle du CPT.

Le modèle de pauses stratégiques suivies d'escalade a caractérisé les opérations des gangs tout au long de 2025, avec des pauses similaires précédant les campagnes majeures d'expansion territoriale dans l'Artibonite et le Plateau Central. Human Rights Watch a documenté que les opérations des forces de sécurité étaient responsables de 61 pour cent des victimes de juillet à septembre 2025, avec 22 pour cent des victimes étant des résidents frappés par des balles perdues, suggérant que les opérations reprises lorsque les bureaux gouvernementaux rouvrent peuvent produire des victimes civiles importantes. Avec 34 jours jusqu'au 7 février, la fin de la pause opérationnelle de 18 jours coïncide avec l'entrée du CPT dans son dernier mois de légitimité constitutionnelle, créant des conditions pour que les gangs testent si l'incertitude politique produit un levier de négociation.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les pauses opérationnelles des gangs pendant les périodes de fêtes ont historiquement précédé les campagnes majeures d'escalade car les groupes armés utilisent l'accalmie pour consolider les gains territoriaux, repositionner les forces et observer les réponses gouvernementales. La pause actuelle de 18 jours est la plus longue en 2025, suggérant que les gangs calibrent leur stratégie en fonction de l'échéance constitutionnelle approchant le 7 février.

POINTS DE DISCUSSION

La pause opérationnelle de dix-huit jours du 21 décembre au 4 janvier représente la plus longue période soutenue sans violence majeure des gangs en 2025.

L'évaluation de MOPAL confirme que la pause n'est pas une preuve de succès militaire de la PNH ou de la GSF mais une discipline tactique des gangs pendant la période des fêtes.

Les gangs consolident le contrôle territorial dans l'Artibonite et le Plateau Central et observent les développements politiques avant la reprise.

L'avertissement du Crisis Group selon lequel les gangs cherchent l'amnistie demeure pertinent alors que le CPT approche l'expiration constitutionnelle sans cadre de remplacement.

Le modèle de pauses stratégiques suivies d'escalade a caractérisé les opérations des gangs tout au long de 2025.

Attendez-vous à une reprise de la violence du 5 au 7 janvier lorsque les opérations gouvernementales redémarrent pleinement avec 34 jours restants jusqu'au 7 février.

DECISIONS RECOMMANDEES

Les forces de sécurité devraient se préparer à une reprise de la violence dans les 24 à 48 heures

lorsque les operations gouvernementales reprennent pleinement le 5 janvier.

Les organisations humanitaires devraient pre-positionner la capacite de reponse d'urgence dans l'Artibonite et le Plateau Central basee sur l'evaluation du controle territorial de MOPAL.

La Communauté Internationale devrait surveiller si l'escalade de la violence des gangs post-5 janvier est concue pour forcer des negociations contredisant la doctrine de non-negociation du Premier ministre.

Les acteurs politiques devraient evaluer si la pause de 18 jours represente une volonte des gangs de negocier pendant la transition du 7 fevrier ou un repositionnement tactique avant l'escalade.

Les protocoles de protection civile devraient etre actives etant donne la documentation de Human Rights Watch selon laquelle 22 pour cent des victimes sont des residents frappees par des balles perdues.



CONFIANCE



Confiance elevee basee sur des rapports institutionnels officiels.

DEVELOPPEMENT 4

Le Nouvelliste Presente 2026 Comme une Annee de Defis Majeurs et de Grandes Decisions

Le Nouvelliste a publie un titre en premiere page le 4 janvier declarant que 2026 est une annee de defis majeurs et de grandes decisions pour Haiti, presentant l'annee a venir comme une jonction critique pour la transition democratique du pays. Le contenu presente incluait le message du Nouvel An de Jerry Tardieu abordant le courage, bien que le texte complet n'ait pas ete accessible dans les sources surveillees. Le titre presente 2026 comme l'annee du jour de jugement avec l'expiration du CPT le 7 fevrier representant le point de decision le plus immediat et consequent. Haiti Libre et Le Nouvelliste ont egalement republie les Comptes Economiques de l'IHSI pour 2025 le 4 janvier, reiterant qu'Haiti est entree dans sa septieme annee consecutive de declin d'activite economique avec une contraction du PIB de moins 2,7 pour cent en 2025.

La contraction du PIB de moins 2,7 pour cent porte le declin cumulatif de 2019 a 2025 a moins 16 pour cent, confirmant qu'Haiti vit une decennie perdue de regression economique. L'effondrement economique aggrave les crises de securite et constitutionnelles, car l'expansion territoriale des gangs est directement correlee a l'erosion de la capacite de l'Etat et a la deterioration economique. Avec les gangs controlant la quasi-totalite de Port-au-Prince, de l'Artibonite et du Plateau Central comme MOPAL l'a evalue, l'activite economique formelle s'est contractee vers des enclaves isolees tandis que les economies informelles et illicites se developpent sous l'administration des gangs. L'echec du CPT a inverser le declin economique mine toute justification de prolongation de mandat basee sur la performance ou les progres vers la stabilite.

La presentation par Le Nouvelliste de 2026 comme une annee necessitant des defis majeurs et de grandes decisions refilete une reconnaissance croissante au sein des medias haitiens et de la

société civile que l'échéance du 7 février représente un point d'inflexion qui ne peut être évité par des manœuvres silencieuses ou un report procédural. Le titre suggère que les acteurs institutionnels, les partis politiques et les parties prenantes internationales doivent confronter des questions fondamentales concernant la structure de gouvernance d'Haïti, l'architecture de sécurité et le modèle économique plutôt que de continuer les arrangements transitionnels qui ont produit sept années consécutives de contraction du PIB et d'expansion territoriale des gangs à 90 pour cent de Port-au-Prince. Avec 34 jours jusqu'au 7 février, les défis majeurs et grandes décisions auxquels Le Nouvelliste fait référence incluent la construction d'un cadre de gouvernance de remplacement, la réconciliation de la division diplomatique entre les États-Unis et le Canada, et la détermination de savoir si le contrôle territorial des gangs peut être inversé sans changements fondamentaux aux stratégies de sécurité actuelles.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les sept années consécutives de déclin économique d'Haïti de 2019 à 2025 représentent la plus longue contraction soutenue de l'histoire haïtienne moderne, dépassant les périodes de crise précédentes. Le déclin cumulatif du PIB de moins 16 pour cent est directement corrélé à l'expansion territoriale des gangs, à l'érosion de la capacité de l'État et à l'effondrement des institutions démocratiques incluant le Parlement.

POINTS DE DISCUSSION

Le Nouvelliste présente 2026 comme une année de défis majeurs et de grandes décisions avec l'expiration du CPT le 7 février comme point de décision le plus immédiat.

La contraction du PIB de moins 2,7 pour cent en 2025 porte le déclin cumulatif de 2019 à 2025 à moins 16 pour cent confirmant une décennie perdue.

L'effondrement économique aggrave les crises de sécurité et constitutionnelles car l'expansion territoriale des gangs est corrélée à l'érosion de la capacité de l'État.

L'échec du CPT à inverser le déclin économique mine la justification de prolongation de mandat basée sur la performance ou les progrès vers la stabilité.

La présentation de Le Nouvelliste reflète la reconnaissance que l'échéance du 7 février représente un point d'inflexion nécessitant la confrontation de questions de gouvernance fondamentales.

Avec 34 jours restants, les défis majeurs incluent la construction du cadre de remplacement, la réconciliation de la division entre les États-Unis et le Canada, et l'inversion du contrôle territorial des gangs.

DECISIONS RECOMMANDEES

Les acteurs économiques devraient se préparer à une instabilité monétaire potentielle et à une perturbation du marché pendant la période de transition du 7 février étant donné le modèle de contraction du PIB sur sept ans.

Les institutions financières internationales devraient développer des cadres de contingence pour les opérations continues si le 7 février produit un vide de gouvernance.

Les partis politiques devraient incorporer des stratégies de relance économique dans les

negociations du cadre de gouvernance de remplacement.

Les parties prenantes du secteur prive devraient evaluer si la gouvernance transitionnelle continue peut inverser le declin cumulatif du PIB de moins 16 pour cent ou necessite des reformes structurelles.

Les reseaux de transferts de fonds de la diaspora devraient se preparer a une perturbation potentielle si la crise constitutionnelle du 7 fevrier produit une instabilite du systeme bancaire.



CONFIANCE



Confiance elevee basee sur des rapports institutionnels officiels.

A SURVEILLER

PROCHAINES 24 A 48 HEURES

Les operations gouvernementales reprennent pleinement le 5 janvier creant un declencheur pour la reprise de la violence des gangs mettant fin a la pause operationnelle de 18 jours. Attendez-vous a ce que les groupes armes testent la capacite de reponse des forces de securite dans les 24 a 48 heures, ciblant potentiellement les infrastructures critiques ou les populations civiles a Port-au-Prince, dans l'Artibonite ou le Plateau Central. Surveillez si l'escalade de la violence est concue pour forcer des negociations contredisant la doctrine de non-negociation du Premier ministre du 28 decembre.

CETTE SEMAINE

Des declarations de la CARICOM et de l'OEA abordant la division diplomatique entre les Etats-Unis et le Canada et l'interdiction constitutionnelle de l'article 6.1 concernant la prolongation du mandat du CPT sont attendues entre le 5 et le 15 janvier. L'echec de coordination internationale jusqu'a mi-janvier confirmerait l'absence de consensus sur le cadre de gouvernance post-7 fevrier avec 30 jours restants. Les consultations des partis politiques sur le cadre de gouvernance de remplacement devraient s'accelerier si l'optimisme de Tardieu concernant un consensus suffisant est exact.

HORIZON STRATEGIQUE

Une declaration formelle du CPT abordant l'echancee du 7 fevrier et l'interdiction de l'article 6.1 est attendue entre le 10 et le 20 janvier sauf si la strategie des manoeuvres silencieuses se poursuit jusqu'a fin janvier. L'absence de declaration du CPT d'ici le 20 janvier laisserait 18 jours jusqu'a l'expiration constitutionnelle sans plan de transition annonce, augmentant la probabilite d'un vide institutionnel. La consolidation territoriale des gangs dans l'Artibonite et le Plateau Central peut s'accelerier si les forces de securite priorisent la defense de Port-au-Prince plutot que la prevention de l'expansion regionale.

SOURCES PRIMAIRES

Vant Bef Info, declaration publique de MOPAL sur le controle territorial des gangs, 4 janvier 2026
Haiti Libre, message du Nouvel An de la Force de Suppression des Gangs affirmant des gains territoriaux, 31 decembre 2025

Revue Politique et Parlementaire, interview de Jerry Tardieu sur l'interdiction de l'article 6.1 du mandat du CPT, 7 decembre 2025

Le Nouvelliste, titre en premiere page presentant 2026 comme une annee de defis majeurs et de grandes decisions, 4 janvier 2026

Le Nouvelliste, Comptes Economiques de l'IHSI montrant une contraction du PIB de moins 2,7 pour cent en 2025, 4 janvier 2026

Rapport du Conseil de Securite de l'ONU, evaluation des gangs armes envahissant environ 90 pour cent de Port-au-Prince, 29 decembre 2025

Rapport d'octobre de la BINUH, augmentation de 210 pour cent des homicides intentionnels dans l'Artibonite et le Centre, octobre 2025

Human Rights Watch, operations des forces de securite responsables de 61 pour cent des victimes de juillet a septembre 2025

Reuters, les Etats-Unis promettent jusqu'a 7,500 membres du personnel de securite pour Haiti, 19 decembre 2025

Caribbean National Weekly, declaration du Premier ministre rejetant les negociations avec les gangs, 28 decembre 2025

Crisis Group, avertissement que les gangs cherchent l'amnistie dans le cadre de la transition du 7 fevrier, 15 decembre 2025

Departement d'Etat americain, approbation du Secetaire d'Etat Rubio des progres vers les elections de 2026, 1er janvier 2026

Caribbean Times, engagement de la GSF a demanteler les gangs et restaurer la securite, 1er janvier 2026